

D'OCTOBRE 1967 au 3 MAI 1968

D'Octobre à janvier

La rentrée universitaire 67-68 se fait dans des conditions matérielles telles qu'une mobilisation, très traditionnelle dans ses thèmes, conduit à une manifestation de 5 000 étudiants le 9 Novembre à Paris. Depuis plusieurs années, une mobilisation de cette ampleur ne s'était pas faite. Tous les groupes politiques sentent qu'il se passe quelque chose. La nouvelle faculté de Nanterre, sans tradition syndicale, connaît une grève à partir des mêmes problèmes. Une semaine d'action de l'UNEF et du SNESup en Décembre à l'échelle nationale, sans grande ampleur, montre toutefois que ces organisations ont encore des structures militantes dans toutes les villes capables d'organiser des grèves, des meetings et des petites manifestations. Le mois de janvier se termine sans que des résultats tangibles aient été obtenus mais les étudiants sont réapparus comme une force sociale. En même temps, des Comités Vietnam de faculté et de quartier se développent, regroupant de nombreux étudiants et touchant au moins la petite bourgeoisie salariée humaniste de gauche, souvent des travailleurs JCR et UJCML s'y investissent quasi-totalement (les premiers dans le CVN, les seconds dans les CVB) se constituant ainsi en mini organisations politiques autonomes dans leur pratique et plus seulement par leur idéologie.

Les ESU mènent de front la pratique universitaire et le militantisme pour la victoire des Vietnamiens dans ces comités.

Si à Paris tous les groupes se confrontent, en province JCR et UJCML sont loin d'être implantés partout.

La grève des Cités Universitaires Février-Mars

La Fédération des Résidences Universitaires de France (F.R.U.F.) s'est développée depuis l'année précédente. De nombreux étudiants inorganisés mais aussi, selon les villes, anarchistes (Nantes), UEC, maoïstes, s'en servent comme instrument de revendications face aux conditions de vie dans les cités universitaires dont l'accroissement quantitatif et l'isolement de type "campus" est tout récent. La très sévère réglementation des "visites" est en particulier un mobile et un objet de contestation populaire. Le 14 février, dans la plupart des cités universitaires, les citadins, sur mot d'ordre de la FRUF soutenue par l'UNEF, abolissent le règlement intérieur et tiennent des meetings de masse au coeur des cités. Pour la première fois, un mouvement étudiant cesse de revendiquer pour prendre ce qu'il veut ; la pratique de l'état de fait, du fait accompli, est inventée et appliquée en masse. Le ministre Peyrefitte est ridiculisé par des affiches d'origine strasbourgeoise reprenant ses déclarations sur "les dangers que court une jeune fille en recevant un garçon dans sa chambre". Les mécanismes traditionnels de négociation, les autorités en place sont bafoués ; la bourgeoisie doit inventer d'autres mécanismes, l'idée de "cogestion", longtemps revendiquée par l'UNEF, apparaît comme la bouée de sauvetage de l'institution ; elle n'aura pas le temps de se mettre en place, le mouvement de masse s'est radicalisé et a fait le 14 Mars (Journée nationale FRUF-UNEF) sa jonction avec les militants étudiants de l'UNEF et les groupes politiques d'extrême gauche.

Vietnam et 22 Mars

A peine retombé le mouvement des Cités Universitaires, qui n'a d'ailleurs pas obtenu grand chose d'autre que l'abolition de fait des règlements, va alimenter tant la campagne pour le Vietnam que les luttes dans

l'université renouvelées par l'écho que la presse fait au Mouvement du 22 mars et aux affrontements des étudiants de Nanterre avec la police. Déjà, le 21 février à Paris, deux manifestations d'ampleur, à caractère nettement anti-impérialiste, avaient manifesté l'existence d'une force politique de masse totalement indépendante dans ses mots d'ordre comme dans ses formes d'action inspirées d'OUTRE-RHIN et d'Italie, du PCF, de la FGDS et des syndicats, bref de la gauche traditionnelle. Les étudiants en constituaient la masse principale et manifestaient une combativité entièrement nouvelle ; les groupes politiques d'extrême gauche en assuraient un service d'ordre capable de se défendre face aux agressions policières ou fascistes.

#### L'UNEF avant Mai

Le bureau national de l'UNEF joua un rôle unificateur des divers courants d'extrême gauche dans la préparation de ces manifestations sur Paris ; mais l'UNEF parisienne est inexistante : la FGEL, force principale traditionnelle, est désorganisée par les tentatives bureaucratiques de la FER pour la prendre en main, la FGEN (Nanterre), tenue par la JCR, s'est effacée devant le Mouvement du 22 Mars, Médecine, Sciences-Halles aux Vins, Sciences Politiques soutenus par les étudiants de droite (Majos) et les minorités de gauche de ces associations ne sont plus coordonnées sur Paris. Le déficit de l'UNEF est de l'ordre de 50 Millions d'anciens francs, ce qui correspond à la suppression depuis 1961 de toute subvention. En outre les ESU parisiens sont une organisation très jeune dans leur recrutement, la JCR et l'UJCMML ayant en général drainé les militants formés lors de la crise de l'UEC.

La force de l'UNEF tient à ses structures de province. C'est la seule organisation possédant un réseau national de coordination. De plus, en raison de son rôle pendant la guerre d'Algérie, c'est la seule organisation connue en dehors du milieu étudiant, reconnue par les syndicats ouvriers, enseignants et autres partis ou mouvements. Son poids est incontestable dans les relations internationales étudiantes.

Traditionnellement, les luttes étudiantes ne durent que d'octobre à Pâques. Mai aurait dû se marquer par un essoufflement militant et la préparation des examens, chacun s'appêtant à une "rentrée particulièrement chaude". A ce que nous avons déjà dit, il importe d'ajouter deux points : l'impact des luttes ouvrières dures du Mans, de Caen, de la Rhodiacéta réhabilitant la classe ouvrière dans l'idéologie révolutionnaire, ainsi que l'impact des luttes étudiantes d'Allemagne et d'Italie popularisées par la presse et par les groupes JCR et ESU. Sur cette base, le Bureau National du PSU présente aux ESU réunis le 3 mai 1968 à Paris une analyse pertinente qui permet de comprendre le rôle de ce parti en Mai, malgré ses ambiguïtés suffisamment connues.